

SOMMAIRE

	pages
INTRODUCTION : Villes sans patine, mais avec un début d'histoire	5
<u>PARTIE I : Nouveaux banlieusards : les habitants de Cergy-Pontoise</u>	9
Introduction : Les chemins de grande randonnée dans les statistiques sur les Villes nouvelles	11
I : Villes nouvelles et grande banlieue	15
I - 1 : Mutations sociales de la grande banlieue	15
I - 2 : L'agglomération de Cergy-Pontoise, miroir du Val-d'Oise	26
I - 3 : Les nouveaux venus à Cergy-Pontoise	30
II : La Z A N de Cergy-Pontoise, microcosme original de la grande banlieue	41
II - 1 : Cergy-Pontoise, pôle de la construction sociale dans le Val-d'Oise	44
II - 2 : La société locale Ville nouvelle	51
II - 3 : La Ville nouvelle "éclatée"	63
<u>PARTIE II : La société politique locale à Cergy-Pontoise</u>	72
I : La sociologie électorale de la Z A N	77
II : Le personnel politique des Villes nouvelles	89
<u>PARTIE III : Emergence d'une vie associative à Cergy-Pontoise</u>	92
Introduction : "Qu'importe le flacon, pourvu qu'on ait l'ivresse!"	94
I : Genèse du mouvement associatif	104
I - 1 : Entrée sur la scène publique des nouveaux résidents	104
I - 2 : Les diverses formes du nouveau pouvoir urbain	121
I2-1 : Le mouvement associatif devient challenger politique	121
I2-2 : Contours et détours du mouvement associatif à Cergy	124
I - 3 : Quand les pionniers deviennent des vieux habitants	135
II : La minorité active	140
CONCLUSION : A propos de la démocratie associative	147
ANNEXES DE LA PARTIE I	159
ANNEXES DE LA PARTIE II	194
ANNEXES DE LA PARTIE III	205

travail , nous avons tenté de saisir le rôle des associations à travers une dynamique sociale plus globale dont elles sont partie prenante : organisations humaines, légitimées par un cadre juridique, inscrites dans le jeu social et politique des sociétés occidentales. Ces organisations peuvent recouvrir une multitude de formes et d'objectifs, elles sont le produit d'un contexte, tout en agissant sur ce contexte.

Poids du contexte Ville nouvelle

La programmation d'une Ville nouvelle est un contexte tout à fait particulier, tant par l'omniprésence d'un personnel étatique spécifique -- le monde des aménageurs -- que par les problèmes impliqués par la greffe d'une société nouvelle sur une population ancienne. Dès lors, les résultats de notre travail méritent nécessairement un rapprochement avec l'étude d'Imbert et Lagrée sur le mouvement associatif au Vaudreuil. Cette dernière est centrée sur huit associations réparties en associations de services suscitées par les institutions, et en associations volontaires. Cette différence avec notre propre échantillon -- toutes les associations enquêtées sont des associations volontaires -- explique sans doute, pour une part, les différences des résultats.

Evoquant le cas des associations volontaires, les auteurs de cette recherche signalent que "la politisation de la pratique associative a été sans doute stimulée du seul fait que cette collectivité nouvelle ne dispose pas précisément d'un pouvoir politique qui soit l'émanation directe de la population" (1). Cette constatation rejoint la nôtre à propos de Cergy : que le mouvement associatif se soit développé, puis rattaché à la dynamique de la Gauche, relève, pour une part, d'une carence de la loi Boscher, qui ne favorise pas une représentation rapide des nouveaux habitants sur la scène institutionnelle. Entre l'antenne aménageuse, qui s'approprie symboliquement la représentation des nouveaux habitants, et les élus de la population ancienne, existe un espace vide, brutalement rempli par le dynamisme associatif des résidents de la Z A N.

Au contexte institutionnel, s'ajoute le contexte de la programmation et du parti urbanistique, éléments sur lesquels il nous semble fondamental d'insister, à propos de Cergy, beaucoup plus que ne le font

(1) Le Vaudreuil est régi par un ensemble urbain. En 1977, les habitants, pas suffisamment nombreux pour le faire -- si on se réfère aux dispositions de la loi Boscher -- n'ont pu élire leurs premiers représentants à l'ensemble urbain.

les auteurs de l'étude sur le Vaudreuil. Non seulement les aléas de la programmation suscitent des organisations revendicatives, mais les incertitudes sur les besoins de la population nouvelle rendent les programmeurs attentifs à toute réflexion formulée par les nouveaux habitants et les travailleurs sociaux : l'association de ces derniers à la définition des équipements, en 1972, la mise en place de groupes de travail de nouveaux habitants, en 1972-1973, en témoignent. Il existe une sollicitation implicite de l'E P A à l'organisation des premiers habitants.

Enfin, le parti urbanistique (éclatement de l'urbanisation sur plusieurs communes, séparation de Cergy-Nord par rapport à Cergy-Sud, quadrillage de la Z A N en îlots distincts comportant leur propre identité, séparation des parties résidentielles des zones commerciales et de hauts services) favorise le repli et l'identification des habitants avec leur quartier, induisant une socialisation locale dont les associations peuvent fournir le support en l'absence des espaces sociaux traditionnels (rues, bistrot, squares). Seulement, les habitants qui se regroupent en associations ne sont pas les mêmes que ceux qui vont au bistrot ou fréquentent les squares, ce qui pose un problème ...

Relais de l'Etat ou expression de la population

MM. Imbert et Lagrée aboutissent, au terme de leur recherche sur la vie associative au Vaudreuil, au constat suivant : "Il semble que l'on puisse conclure que le rôle social de la vie associative, telle qu'elle s'est développée jusqu'ici, se limite exclusivement à deux ordres de finalités :

- fournir un support juridico-administratif et instrumental aux initiatives officielles et spontanées de prestations de services collectifs,
- fournir un cadre d'organisation collectives de revendications et de défense d'intérêts communs."

Le mouvement associatif à Cergy comporte ces deux polarités, ainsi que nous l'avons indiqué, mais ne saurait s'y réduire. Tant dans sa phase "pionnière" que dans sa phase "politisée", il remplit, avec des modalités et une intensité différentes selon les associations, une fonction d'expression collective, d'identification et de participation communautaire, et d'initiation à de nouvelles pratiques. Si ce rôle ne doit pas être surestimé, on ne peut, néanmoins, l'effacer -- car

il n'a pas joué uniquement en faveur du noyau militant à la sensibilité politico-culturelle, mais s'est exercé, en certains moments, à l'égard d'un réseau social plus large.

Le taux de participation aux élections d'habitants, en mai 1975 (élections organisées par le S C A), la proportion de lecteurs d'A Propos (1 résident sur 2 dans le quartier Sud), la mobilisation engendrée dans les quartiers par certains "happenings" (plantation d'arbres, réalisation d'une fresque et d'objets en plâtre), l'animation maintenue, pendant plusieurs années par divers groupes, au marché des Touleuses, le dimanche, "l'aventure" de la télé-distribution dans le quartier Nord, l'audience reçue par certaines manifestations du groupe santé, la fréquence des fêtes de quartier, aujourd'hui les expériences lancées dans le domaine de l'habitat groupé auto-géré, tous ces éléments rendent compte d'une vitalité sociale qui n'engage pas que le monde des militants. Elle intègre divers éléments : ébauche d'une conscience Ville nouvelle (qui recouvre moins un sentiment d'appartenance à une communauté solidaire que le sentiments de participation à une expérience urbanistique), tentative d'appropriation collective d'espaces publics, mise en place de réseaux de voisinage et surtout d'un pouvoir urbain qui ne se cantonne pas à la fonction de groupe de pression ou d'interlocuteur de l'Etat, mais qui entend s'articuler avec un projet de transformation socio-culturelle. Loin d'être révolutionnaire dans le sens traditionnel léniniste de capture de l'Etat, ce projet s'inscrit dans la conquête d'espaces de liberté à un niveau très localisé. L'effort pour sceller des relations de voisinage à partir d'expériences diverses est sans doute un des effets les plus flagrants de la dynamique associative à Cergy, en particulier dans les premiers quartiers de la Ville nouvelle. Cette émergence de type villageois est d'autant plus intéressante qu'elle se développe dans un complexe urbanistique de grande envergure, révélant ainsi une certaine résistance à ce gigantisme.

Réseau de militants et population des quartiers

Si cette dimension existe en filigrane du mouvement associatif, il est vrai qu'elle a été portée surtout par un réseau affinitaire de militants de Cergy-Sud. Plus généralement, sur ce point, nous partageons les observations de MM. Imbert et Lagrée sur le fait que le mouvement associatif repose sur une minorité active "instituée en porte-parole de la population et bénéficiant, en quelque sorte, d'une délégation de pouvoir, qui n'est guère contrôlée et sanctionnée par les assemblées générales et les réunions épisodiques".

A Cergy, ce réseau de militants est clairement scindé entre Cergy-Nord et Cergy-Sud, même si certaines passerelles existent par le biais des partis politiques ; enfin, contrairement au Vaudreuil, où les "associations réellement actives dans la vie de la Ville nouvelle ne se démarquent pas de manière notoire par des quelconques options idéologiques" la sensibilité politico-culturelle de la mouvance associative des quartiers-Sud se distingue de l'approche gestionnaire/revendicatif classique de l'A H C N.

De plus, alors que les auteurs de la recherche sur la vie associative au Vaudreuil font état d'un monde socialement homogène où responsables et utilisateurs des associations se recrutent tous parmi les classes moyennes, nous avons été confrontée à une diversité plus grande à Cergy. A Cergy-Nord, comme à Cergy-Sud, la minorité militante se recrute parmi les catégories les plus "intégrées socialement", les plus privilégiées et les plus intellectualisées de chaque quartier. L'A H C N qui, par le biais de ses deux principales activités, l'accueil-enfants et les jardins familiaux (1), touche une population modeste, dont une part d'immigrés, est gérée par un conseil d'administration où l'on trouve beaucoup de cadres moyens, techniciens et un seul immigré. Les associations de Cergy-Sud, qui touchent une population de cadres et d'employés, ont fonctionné avec un réseau militant où cadres supérieurs, professionnels, intellectuels sont nettement sur-représentés. Le caractère intellectuel du militantisme à Cergy-Sud, baignant dans l'esprit du mouvement étudiant de mai 1968, mérite d'être souligné : pour beaucoup de ces militants, on trouve la trajectoire Université / politisation à partir de mai 1968 / sympathie ou rattachement au P.S.U./P.S. / expérimentations sociales.

Ceci explique sans doute que, si à Cergy-Nord il ne semble pas qu'une catégorie sociale se soit totalement exclue des activités de l'A H C N, à Cergy-Sud, les ouvriers, les couches sociales les plus modestes n'ont que très peu fréquenté les associations.

Entrecroisement de facteurs locaux et nationaux

A la sophistication du projet social urbain Ville nouvelle a correspondu l'intellectualité du réseau de militants des premiers quartiers : le parti socialiste s'est nourri de cette dynamique et s'est greffé

 (1) Les jardins familiaux touchent aussi essentiellement les ouvriers au Vaudreuil.

sur elle. Même si beaucoup de militants ont dénoncé cette institutionnalisation, elle a redonné un souffle à un mouvement qui s'affaiblissait. La phase "conquête" du pouvoir combine un élargissement et une diversification du mouvement associatif ; l'échec aux élections de 1977 marque son frein. Comme au Vaudreuil, on est frappé par l'interdépendance extrême qui existe entre le champ politique local et la vie associative.

Mais cette donnée n'est pas suffisante : comment expliquer, par exemple, que, lors des premières années de la Ville nouvelle, le taux de fréquentation des réunions ait été inversement proportionnel à la croissance des habitants (1) ? Que le militantisme de Cergy-Nord tourne à ce point le dos à celui de Cergy-Sud ? Que la sensibilité mai 1968 qui régnait sur le mouvement pionnier se soit évanouie, et réapparaisse aujourd'hui à travers d'autres expériences sociales ? Des facteurs locaux et nationaux s'entrecroisent au service des modelages successifs des associations. Le passage d'une phase d'expérimentation de la programmation à une phase de routine marque la fin de la complicité conflictuelle entre les aménageurs et les responsables d'associations. La composition sociale des quartiers, les époques de leur livraison, la césure entre les pôles d'urbanisation du Sud et du Nord opèrent aussi sur les différences du mouvement. Le contexte politique national, en particulier la désunion de la Gauche, la crise et ses effets multiples tant dans la programmation des équipements que dans les pratiques de consommation et de participation des différents groupes sociaux, joue aussi.

A propos de la "notabilisation" des élites associatives

Les militants de Cergy-Sud furent des notables éphémères ... S'ils avaient été élus en mars 1977, toute la littérature sur la notabilisation des élites associatives -- tant dans le travail sur le Vaudreuil que dans d'autres travaux sur Cergy -- aurait trouvé là sa justification : les associations auraient été la rampe de lancement d'un nouveau pouvoir local. Pour beaucoup, rentrées dans l'ombre ou reconverties dans d'autres expériences qui n'engagent pas la conquête du pouvoir institutionnel, ces élites n'ont plus un tel statut.

(1) Cf A. Bunel, Les Habitants des Villes nouvelles en quête de démocratie : les délégués d'habitants à Cergy-Pontoise, Economie et Humanisme, n° 232, novembre/décembre 1976.

La réflexion sur la notabilisation est délicate, car elle suggère une appréciation moralisante envers toute attitude motivée par la quête d'une reconnaissance institutionnelle ou la quête du pouvoir : autrement dit, pour ne pas se notabiliser, les dirigeants du mouvement associatif devraient demeurer dans l'ombre, ou ne jamais se compromettre (mais où commence la compromission ?) avec le système institutionnel, ou connaître une rotation rapide.

Or, pour étendre son pouvoir au détriment des instances administratives et des conseils municipaux, revendiquer ou, même, subsister financièrement, toute association est rapidement placée dans une dynamique de recherche de reconnaissance institutionnelle, qui passe pas l'action de ses responsables : ceux-ci, pour des raisons complexes -- tenant autant à la rétention du pouvoir qu'à la difficulté du renouvellement des élites actives -- inclinent à devenir des "permanents" non payés ... L'observation d'une notabilisation des dirigeants d'associations, vue sous cet angle, ne nous semble guère pertinente, car elle s'affirme au nom d'une vision utopique du non-pouvoir ou de l'auto-gestion, que l'on n'a guère de chances de rencontrer -- pour ne pas dire plus -- dans une société structurée et hiérarchique comme la nôtre. Au mieux, faudrait-il distinguer entre les différentes formes de notabilisation.

Quid qu'il en soit, les responsables d'associations entrent dans cette conception de la notabilité : leur faible renouvellement, leur multi-positionnement, les rapports complexes qu'ils ont liés avec les institutions, l'E P A en premier lieu, mais aussi les partis de Gauche, tout concourt à leur apposer ce label.

Plus intéressante nous semble la conception du notable comme lieu de médiation entre la population locale et les appareils politiques et administratifs. A cet égard, Pierre Grémion fait l'hypothèse que les leaders d'associations se verraient investis de ce rôle à une époque où le charisme des médiateurs traditionnels, le notable local et le militant du parti de masse, s'érode . Particulièrement intéressante à propos de Cergy, en raison de l'absence de représentation institutionnelle des premiers habitants, cette question appelle diverses réponses.

Le mouvement associatif a établi une médiation entre l'administration et les nouveaux venus dans la Z A N, au cours des premières années de la Ville nouvelle, les anciens élus étant relativement disqualifiés pour exprimer une population sensiblement différente de

(1) Pierre Grémion, Les Associations et le pouvoir local, *Esprit*, n° 6, juin 1978.

celle qui les avait portés au pouvoir. Il permettait à la fois d'orienter des décisions d'aménagement et d'équipement, éventuellement de soutenir un projet engagé par l'administration contre la volonté des élus et, enfin, pour un personnel technicien investi de façon passionnelle dans une œuvre urbanistique ambitieuse, de légitimer l'expérience, en faisant la preuve de la vitalité sociale régnant en Ville nouvelle.

Cette complicité conflictuelle entre les aménageurs et les mouvements associatifs se heurte, cependant, au caractère éparé, contestataire à divers degrés, souvent politisé de ces derniers, et le porte à se tourner vers le véritable vis-à-vis politique prévu par la loi : le S C A. Ainsi, les associations ne sont des interlocuteurs, pour les techniciens, qu'en fonction de leur bon vouloir : dotée du pouvoir d'initiative dans ce type d'aménagement, la direction de l'E P A peut donc alternativement jouer, suivant les opportunités, des deux systèmes de représentation (les anciens notables et les nouveaux), recouverts, chacun à leur manière, d'une légitimité -- ceci jusqu'aux élections municipales suivantes, qui unissent alors, par le biais du suffrage universel, les deux types de population coexistants. L'écoute bienveillante de la part des techniciens à l'égard des associations ne s'est jamais traduite, au niveau des responsables aménageurs, par des consultations systématiques sur les choix d'aménagement, bien au contraire.

Placés dans une situation défensive tant à l'égard de la machine technicienne que du pouvoir politique émergeant des nouveaux habitants, les anciens élus de Cergy n'ont jamais cherché à s'appuyer sur le mouvement associatif né dans les quartiers de la Z A N. Cette distance entre anciens et nouveaux notables a été confortée non seulement par une opposition politique, mais encore par un antagonisme culturel : amarrés à des valeurs traditionnelles, les anciens élus se sont montrés fort peu réceptifs à l'innovation sociale que tentait d'insuffler le mouvement associatif, en particulier à Cergy-Sud, et qui semblait rencontrer un écho à l'E P A.

Les élections de 1977, au cours desquelles la liste majoritaire portée par les anciens élus a été ouverte à des habitants de la Z A N, ont mis fin à l'ambiguïté d'un pouvoir politique ne représentant qu'une portion minoritaire des citoyens locaux : autant dire qu'aujourd'hui, pour les élus de Cergy comme ceux du S C A, le suffrage universel recouvre tous ses droits. Ce que le mouvement associatif, affaibli et en reconversion, ne tente pas de contester.

L'intelligentsia urbaine

La mise en perspective des relations entre les responsables d'associations, aménageurs et élus disqualifie la vision, souvent répercutée par les défenseurs du mouvement associatif, de sursaut de la société civile contre les institutions. Non pas que les associations ne soient pas porteuses d'une force expressive et d'expérimentations, mais parce que le thème de la coupure entre deux mondes, celui des décideurs et celui des mouvements organisés issus d'une population assujettie, résiste difficilement à l'observation.

La dynamique associative, en effet, pénètre -- à Cergy, en tout cas -- la sphère de l'Etat, non seulement par l'écoute qui lui est accordée, mais par le double positionnement de certains techniciens qui se trouvent à la fois du côté des décideurs par leur appartenance professionnelle, et du côté des responsables associatifs par leur appartenance résidentielle. Ainsi, ces deux mondes sont davantage articulés qu'on le croit généralement, les contradictions entre la stratégie liée aux intérêts supérieurs de l'Etat, et soumise aux forces économiques qui pèsent sur l'Etat, d'une part, et la stratégie des notabilités du monde associatif, de l'autre, se trouvent répercutées au sein même de l'Etat, portées (à Cergy) par le personnel intermédiaire de l'E P A -- architectes, urbanistes, paysagistes, sociologues, ingénieurs, programmeurs, et un personnel para-étatique, constitué par les animateurs sociaux.

La zone de complicité entre la population de la Z A N et l'E P A se trouve donc logée dans les relations qui se nouent entre un personnel technicien de haut et moyen niveau et une élite associative dont nous avons vu qu'elle se recrutait principalement à Cergy-Sud, chez les cadres supérieurs et moyens, en particulier les professionnels, les professeurs, les techniciens : autrement dit, relations entre un monde relativement homogène par son statut et ses attributs sociaux, par son niveau culturel et, éventuellement, ses références idéologiques. Il s'agit d'une strate sociale relativement privilégiée par ses ressources matérielles, et surtout unie par l'intellectualisme né d'une pratique dans la division du travail -- tâches qui impliquent non seulement des compétences techniques, mais supposent une visée prospective sur le devenir social -- le plus souvent renforcé, restructuré, par un passage à l'Université en mai 1968.

L'élite dirigeante de l'E P A se trouve liée à cette strate par des complicités culturelles sur le projet social urbain porté par la Ville nouvelle : le pari tenté dans cet aménagement implique une réceptivité à l'innovation sociale. Mais la direction de l'E P A dépend des contraintes de l'Etat central et du contexte politique local : elle est chargée de réussir la greffe d'une décision de l'administration sur un tissu rural-urbain ancien. En outre, la programmation suppose

un jeu de négociations serrées avec les investisseurs privés et publics. La stratégie du personnel dirigeant de l'E P A est éminemment politique, combinant la visée aménageuse et la négociation avec les diverses forces politiques et économiques qui pèsent sur son action.

Dès lors, la scène publique locale a été relativement originale à Cergy-Pontoise, jusqu'en 1977 : une élite aménageuse issue des grands corps (bâisseurs) de l'Etat, une intelligentsia urbaine liée à la fois à l'E P A, aux structures d'animation et à une partie du mouvement associatif, des associations plus classiques de type revendicatif ou gestionnaire de services, des élus traditionnels enracinés dans le tissu social ancien. Ces instances disposent d'une relative autonomie les unes par rapport aux autres, et sont portées par des groupes sociaux et des formes culturelles différents. L'affaiblissement du mouvement porté par l'intelligentsia urbaine, lié aux nouvelles couches intellectuelles, et amarré au parti socialiste, pousse aujourd'hui à une recomposition de la scène publique vers une forme plus habituelle, que devrait conforter, à terme, l'effacement de l'E P A.

Ainsi que nous l'avons indiqué, la majeure partie de la population, cols blancs, ouvriers, immigrés, mères de famille, n'a pas accès à cette scène publique. Elle ne vit pas l'aventure de la Ville nouvelle sur "le mode grisant des grandes épopées humaines" : divers indices suggèrent que sa quotidienneté s'organise à l'image de la vie banlieusarde du reste de la Grande Couronne, mais dans un cadre et avec des services autres. C'est sans doute la première originalité de ce nouveau microcosme social.